

Decentralized Evaluation Quality Assurance System (DEQAS)

Réponse de la direction

Évaluation à mi-parcours du programme pays 200648 en République du Congo de (2015-2018)

Bureau du PAM en République du Congo

Rec. #	Recommandation (selon le rapport d'évaluation)	Réponse de la direction (Recommandation acceptée, acceptée en partie ou pas acceptée ? Si partiellement acceptée ou non acceptée, fournir une brève explication)	Mesures à prendre (Indiquez brièvement quelles mesures seront prises pour adresser la recommandation)	Action à prendre par [PAM Bureau de pays, Bureau régional, siège du PAM, des intervenants externes (Agence des Nations Unies, organe du gouvernement, des donateurs)]	Délais de mise en œuvre [Mois, Année]	Statut [Non démarré / En cours / En attente / Complété]
1	Avec l'appui du bureau régional, le bureau pays du PAM doit continuer de plaider auprès du gouvernement du Congo en faveur de nouveaux engagements politiques et financiers dans les programmes d'alimentation scolaire et de filet de sécurité alimentaire. Pour ce faire, le BP du PAM devrait, dans les six prochains mois, développer une feuille de route qui fixe les objectifs à atteindre. Cela permettrait de mieux engager la direction du BP dans la continuation de ses actions de plaidoyer, en appuyant les requêtes auprès de la primature des ministères	Acceptée	1-Visite du Directeur régional du PAM au Gouvernement du Congo pour plaider en faveur de nouveaux engagements politiques et financiers dans les programmes d'alimentation scolaire et de filet de sécurité alimentaire ; 2-Plaidoyer du Directeur pays et du Directeur pays adjoint du PAM auprès des ministères clés : Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire ; 3-S'assurer à ce que la contribution du gouvernement au PAM soit inscrite dans le budget de l'Etat chaque année. 4-Développer un plan d'action de partenariat intégré au processus de formulation du CSP	Bureau régional et bureau pays du PAM	Février 2019	En cours Un engagement financier du gouvernement pour l'année 2018 est inscrit au budget de l'Etat. Le gouvernement a apporté une contribution (en nature) en sel en Août 2018 pour les cantines scolaires

Évaluation à mi-parcours du programme pays 200648 en République du Congo de (2015-2018)

Bureau du PAM en République du Congo

	concernés pour la priorisation dans l'agenda national des programmes menés en coordination avec le PAM.					
2	Avec l'appui du bureau régional, le bureau pays du PAM doit continuer ses efforts pour l'appropriation technique par l'État des programmes d'alimentation scolaire et de filet de sécurité alimentaire afin de permettre une pérennisation des activités. Pour élaborer cette vision à long terme, le BP du PAM devrait, dans les quatre prochains mois, se doter d'un point focal en développement des capacités : il serait en charge, avec les ministères concernés, de la réalisation d'un diagnostic de besoins. Sur la base des résultats obtenus, une feuille de route priorisant les actions de renforcement serait élaborée.	<i>Acceptée</i>	1-Appui technique à la mise en œuvre du Plan d'action de la politique nationale d'alimentation scolaire ; 2-Appui technique et financier à l'organisation d'un premier forum national sur l'alimentation scolaire visant à rassembler les parties prenantes concernées par la Politique nationale d'alimentation scolaire (PNAS) et de débattre des questions importantes liées à son opérationnalisation ; 3-Appui technique au ministère des Affaires Sociales dans la mise en place et la gestion de la base des données sur la sécurité sociale (utilisation de SCOPE) ; 4-Appui à la structuration et à l'opérationnalisation de la nouvelle Direction de l'alimentation scolaire.	Bureau pays du PAM	Décembre 2018	En cours Forum réalisé les 6 et 7 mars 2018 ; autres actions en cours
3	Le BP du PAM doit intensifier le lien entre production locale et cantines scolaires, comme indiqué dans la politique nationale d'alimentation	<i>Acceptée</i>	1-Refleter le lien entre la production et les cantines dans la conception du CSP	Bureau pays du PAM	Février 2019	En cours

Évaluation à mi-parcours du programme pays 200648 en République du Congo de (2015-2018)

Bureau du PAM en République du Congo

	<p>scolaire et dans la politique en matière d'alimentation scolaire du PAM. Dès que les fonds le permettront, le BP du PAM devrait mener une étude de marché identifiant les ressources potentielles de productions locales. Ainsi, les parties prenantes, incluant les communautés, pourront considérer différentes alternatives d'achat local.</p>		<p>2-Appuyer techniquement, financièrement et organisationnellement 2000 groupements d'agriculteurs pour augmenter leur production ; 3-Approvisionner les cantines scolaires par la production locale.</p>			
4	<p>Le BP du PAM devrait reconsidérer la conditionnalité post-transfert et la modalité de transfert monétaire dans le cadre du programme de FSA. Cette conditionnalité représente un coût supplémentaire, non justifié aux yeux des évaluateurs, et la modalité impliquant les téléphones portables pose au Congo trop de problèmes techniques ce qui n'est pas le cas dans d'autres pays d'Afrique. Avant toute autre activité de filet de sécurité alimentaire, le BP du PAM devrait se pencher sur les études sur la conditionnalité</p>	<i>Acceptée</i>	<p>Sous réserve de la mobilisation des ressources pour le FSA car le programme est actuellement suspendu. Le bureau du pays a déjà initié l'utilisation de SCOPE pour tout programme de transfert monétaire</p>	Bureau pays du PAM	Mars 2018	Programme suspendu suite au manque de ressources

Évaluation à mi-parcours du programme pays 200648 en République du Congo de (2015-2018)

Bureau du PAM en République du Congo

	post-transfert afin d'avoir une idée plus scientifique des enjeux. Après avoir sensibilisé ses partenaires étatiques, il lui faudrait mener une étude approfondie sur un mécanisme de transfert monétaire mieux adapté au contexte.					
5	Le BP du PAM doit intégrer davantage les problématiques hommes-femmes dans ses programmes. Cet engagement doit d'abord être pleinement endossé par la direction du bureau pays. Dans ce cas, le BP du PAM devrait former tous les agents à la problématique hommes-femmes, pour que l'égalité recherchée entre les sexes fasse partie des valeurs fondamentales de chacun d'entre eux. Le BP devrait réintégrer le ministère de la Promotion de la femme au sein de ses programmes, ainsi que des acteurs de la société civile militant pour le droit des femmes.	<i>Acceptée</i>	Le bureau pays va intégrer les aspects du genre dans la conception du CSP	Bureau pays du PAM	Février 2019	En cours
6	Le BP du PAM doit continuer de développer les partenariats avec les autres agences des	<i>Acceptée</i>	1-Signature d'un accord de partenariat avec l'UNICEF dans le cadre de la	Bureau pays du PAM	Décembre 2023	En cours Ces accords ont déjà été signés et

Évaluation à mi-parcours du programme pays 200648 en République du Congo de (2015-2018)

Bureau du PAM en République du Congo

	Nations unies, des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales et des associations locales pour mettre en place des synergies autour de son activité d'alimentation scolaire. Dès à présent, la direction du BP du PAM devrait appuyer la mise en place effective de la direction de l'alimentation scolaire au sein du MEPSA, qui servira d'organe de coordination. Le PAM devrait ensuite rassembler tous les acteurs potentiels autour de cette direction pour une concertation de plusieurs jours, qui permettrait d'impulser de nouvelles synergies.		nutrition, hygiène et l'assainissement au niveau des écoles. 2-Signature d'un accord de partenariat avec l'UNESCO dans la formation des enseignants 3-Signature d'un accord de partenariat avec ACTED (ONG française) dans l'approvisionnement des écoles en ustensiles de cuisine et en foyers améliorer puis dans la formation des femmes pour la cuisine au niveau des cantines scolaires 4-Signature d'un accord de partenariat avec la FAO et le ministère de l'agriculture dans l'encadrement des petits producteurs agricoles			vont continuer pendant la mise en œuvre du CSP.
7	Au niveau de la composante 1 (AS), certains indicateurs de suivi et d'évaluation devraient être repensés afin de refléter de manière plus objective les résultats obtenus par le PAM et de mieux en mesurer l'impact. Dans les six prochains mois, il importerait de réfléchir à comptabiliser les bénéficiaires	<i>Acceptée</i>	Des actions vont être prises dans le cadre du CSP afin que d'autres indicateurs soient intégrés dans le cadre logique.	Bureau pays du PAM	Décembre 2018	En cours

Évaluation à mi-parcours du programme pays 200648 en République du Congo de (2015-2018)

Bureau du PAM en République du Congo

des cantines scolaires par année scolaire plutôt que par année civile dans les SPR, afin d'éviter les doublons. Pour renforcer le suivi et l'évaluation de cette composante, le PAM devrait mener une réflexion sur la mise en place d'indicateurs mesurant l'impact de l'accès à l'éducation au sens large (qualité de l'enseignement, réussite scolaire, etc.) ainsi que son impact sur les élèves à moyen et à long terme.					
---	--	--	--	--	--